

DECLARATION FINALE CONJOINTE A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FILLES 2015

« Les jeunes face à l'emploi : quelle égalité femmes-hommes ? »

L'intégration du genre dans les politiques et programmes
de formation et d'accès à l'emploi des jeunes dans les pays en développement

L'insertion économique des jeunes est à la fois une condition essentielle d'une croissance forte et durable, un facteur-clé de la cohésion sociale, mais aussi un élément central pour donner à ces jeunes les opportunités d'accéder à un emploi décent, de s'insérer socialement et d'être autonomes.

Premières victimes de la précarité économique dans le monde, les jeunes femmes subissent des discriminations freinant leur accès et le contrôle des ressources économiques, financières et productives. Elles représentent la majorité des 628 millions de jeunes sans emploi, sans éducation ni formation professionnelle, et plus des deux tiers dans des pays comme le Pakistan et le Niger.

Les filles et les jeunes femmes rencontrent des discriminations et des obstacles particuliers en raison de leur sexe dans l'accès et le maintien à l'école, ainsi que dans l'accès à des formations professionnelles de qualité et non stéréotypées. Dans toutes les régions du monde, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, les filles sont moins inscrites que les garçons dans les programmes de formation professionnelle, et sont souvent cantonnées dans des filières peu productives, leur rôle dans la société étant souvent limité à la sphère privée (domestique et reproductive).

Cette situation contribue – particulièrement dans les pays en développement - à augmenter la précarité économique des jeunes femmes en contraignant leurs choix et en les privant de débouchés sur le marché du travail. Une meilleure prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans les programmes et politiques de formation professionnelle et d'accès des jeunes à l'emploi dans les pays en développement est par conséquent une question centrale pour atteindre les nouveaux Objectifs de Développement Durable.

Nous appelons les gouvernements des pays en développement et émergents, ainsi que les acteurs de la coopération internationale à :

- ✓ Recueillir et actualiser des données précises sur l'état de l'accès des jeunes à l'emploi, notamment par la production de données désagrégées par âge, sexe, localisation et niveau de revenus ;
- ✓ Adopter une approche par cycle de vie pour identifier des leviers d'action pertinents en fonction des moments clés de la vie des filles et des jeunes femmes ;
- ✓ Mettre en œuvre une approche participative et inclusive associant les réseaux de jeunes hommes et jeunes femmes, en particulier les plus défavorisés, dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques de formation et d'emploi au niveau national et local ;

- ✓ S'inspirer des expériences ayant fait leurs preuves¹ afin de mettre en place des politiques de soutien à la formation et à l'emploi des jeunes permettant de lutter contre les discriminations à l'encontre des jeunes femmes : bourses de stage, accès aux crédits préférentiels, valorisation de modèles féminins, orientation professionnelle non stéréotypée, logement et transport adaptés, tutorat, sensibilisation des filles et de leurs familles ;
- ✓ Renforcer et mettre en œuvre un cadre législatif permettant de lutter contre les discriminations liées au genre dans l'emploi ;
- ✓ Mobiliser les employeurs et les organisations professionnelles pour la mise en place d'un environnement favorable à l'égalité professionnelle entre hommes et femmes : égalité salariale, articulation des temps de vie et de travail (systèmes de garde d'enfants, horaires de travail adaptés, ...), transports et lieux de travail sûrs (toilettes séparées,...), lutte contre les stéréotypes de genre liés aux métiers, sensibilisation des employés sur les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes ;
- ✓ Augmenter les ressources domestiques et externes consacrées à la formation, l'insertion des jeunes dans l'emploi, en prenant en compte une approche de genre promouvant la mixité des métiers et un accès équitable aux opportunités ;
- ✓ Suivre attentivement la mise en œuvre de l'engagement des pays du G7, pris en juin 2015, pour augmenter d'un tiers d'ici 2030, dans les pays en développement, le nombre de jeunes filles bénéficiant d'une formation technique et/ou professionnelle.

Afin d'assurer l'autonomisation économique de tous les jeunes, une attention toute particulière doit être portée à l'intégration de l'égalité femmes-hommes et aux besoins des jeunes filles dans le cadre des politiques et programmes de formation professionnelle et d'accès des jeunes à l'emploi décent. Nous appelons les partenaires et experts présents aujourd'hui à relayer les recommandations techniques et politiques formulées lors de cette conférence.

Dans les prochains mois, **la France** compte poursuivre son engagement et aller plus loin, notamment dans le cadre de ses orientations stratégiques en faveur de la jeunesse et de l'éducation, la formation et l'insertion dans l'emploi. Par ailleurs, elle souhaite porter plus largement, avec Plan International France, la question de l'accès à la formation et à l'emploi des jeunes filles et des jeunes femmes, en s'engageant notamment au sein de la Coalition pluri-acteurs « Solution For Youth Employment² », composée de représentant-e-s de la société civile, de gouvernements, de fondations, d'entreprises, d'organisations internationales et de jeunes mobilisés autour de la question de l'emploi des jeunes.

Plan International France, dans le cadre de sa campagne internationale pour le droit des filles à l'éducation, poursuivra son engagement à travers de nouvelles actions de plaidoyer et d'appui aux gouvernements et acteurs de la société civile au sein de ses programmes de terrain. Les recommandations techniques et politiques présentées et illustrées dans le rapport intitulé « *Femme, jeune et sans emploi : le triple défi* », nourriront son action. Plan International, cofondateur, avec la Banque Mondiale, de la Coalition internationale Solution For Youth Employment, poursuivra sa collaboration avec le Ministère pour contribuer à la réflexion.

Plus de renseignements :

www.diplomatie.gouv.fr
www.plan-international.fr

Contact : audrey.martinenq-duplessis@diplomatie.gouv.fr
Contact : michelle.perrot@plan-international.org

¹ « Femme, jeune et sans emploi : le triple défi », Plan International France, octobre 2015 ; « Intégration du genre dans les projets Education, Formation Professionnelle et Emploi », AFD, février 2015.

² Solutions for Youth Employment : www.s4ye.org